

Mutations et Défis Africains



Espace collaboratif 5
**"Ressources et conflictualités en Afrique: mines ,
terres, routes et rails**

Coordonné par Sylvie Capitant et Jérôme Lombard

**Cycle de séminaires 2015/2016 de l'ECO 5 « Ressources et
conflictualités en Afrique »**

<p align="center">Séance 1</p> <p align="center">« Le 'boom' minier en Afrique: stratégies et réponses des élites économiques locales »</p> <p align="center">Avec Raphaëlle Chevrillon-Guibert, Prodig, IRD). Quentin Mégret, IEDS-UMR Développement et sociétés, Université de Paris 1 ; Benjamin Rubbers , Université de Liège et Université Libre de Bruxelles.</p>	<p align="center"><i>EHESS,</i> 90 av. France/Salle 3</p> <p align="center">75 013 Paris Métro Quai de la Gare</p>	<p align="center">Jeudi 26 novembre (14H-18H),</p>
<p align="center">Séance 2</p> <p align="center">« Logiques de développement dans les territoires extractifs : fragmentation, contrôle et dynamiques locales</p> <p>Organisé par Géraud Magrin, Prodig, Université de Paris 1 et Avec Johannes Knierzinger , Institut d'ethnologie et d'études africaines- Université de Leipzig ; Geert Van Vliet, Economie environnementale, CIRAD.</p>	<p align="center"><i>EHESS,</i> 90 av. de France /Salle 2</p> <p align="center">75 013 Paris, Métro Quai de la Gare</p>	<p align="center">Vendredi 22 janvier 2016 (9H-12H)</p>
<p align="center">Séance 3</p> <p align="center">« Contestations, résistances et conflictualités locales autour des enjeux miniers »</p> <p align="center"><i>Partie de la séance en anglais</i> Avec Gavin Hilson Chair of Sustainability in Business, University of Surrey. Editor-in-Chief, The Extractive Industries and Society Bettina Engels, Freie Universität Berlin ; Sylvie Capitant, IEDES-UMR Développement et sociétés, Université de Paris 1.</p>	<p align="center"><i>EHESS,</i> 105 bd RASPAIL /Salle 7</p> <p align="center">75 006 Paris, Métro Saint Sulpice</p>	<p align="center">Vendredi 5 Février 2016 (14H-18H)</p>

Autres séances programmées en mars et avril. Programme à suivre

PRÉSENTATION Scientifique

L'objectif de ce cycle de séminaire est d'approfondir un travail de réflexion mené sur les activités extractives au sein des pays de l'Afrique de l'Ouest (Mali et Burkina Faso) mais également au Soudan, en Afrique du Nord (Tunisie, Mauritanie) et en Amérique du Sud (Bolivie, Pérou) dans une optique comparative. Témoins des enjeux que constitue le développement de ces activités et notamment des conflictualités qu'elles génèrent dans des domaines et à des échelles extrêmement variés, des chercheurs, le groupe de l'ECO 5 rassemble des chercheurs issus d'institutions, de spécialisations différentes (en termes de discipline, d'objet et de pays d'étude).

Bien que les activités extractives s'inscrivent dans la continuité d'une longue histoire du sous-développement et d'économies rentières, elles prennent aujourd'hui une forme exacerbée caractérisée par le haut niveau du cours des matières premières, le renforcement du système néo-libéral, la reconfiguration de la place de l'État, l'asymétrie des relations avec l'extraversion du continent africain, la montée en force des préoccupations environnementales, la multiplication et la radicalisation des protestations sociales et citoyennes et le renforcement de la capacité de mobilisation des organisations de la société civile. Ces dynamiques extractives contemporaines suscitent au sein des sociétés africaines des réactions et stratégies d'adaptations, des saisies d'opportunités et de résistances que nous souhaitons éclairer afin de comprendre, par rapport aux cycles précédents, de quel potentiel de changement, de libération ou au contraire de reproduction elles sont porteuses.

La recherche s'est saisie de ces questions depuis une dizaine d'années, donnant lieu majoritairement à des approches macro-économiques et juridiques s'inquiétant des normes et des cadres réglementaires, de la bonne gouvernance, des conditions d'une meilleure rentabilité de cette activité pour les pays producteurs. Ces débats s'insèrent dans une approche technico-juridique et cherchent à fournir des voies et des outils pour échapper à la « malédiction des ressources naturelles », selon laquelle l'exploitation des ressources minières ou pétrolières, au lieu d'engendrer la croissance et la stabilité, suscite l'appauvrissement et le conflit. Afin de faire de ces ressources une opportunité de développement et non une malédiction, l'accent est mis sur l'amélioration des cadres réglementaires (UEMOA), sur la transparence (Initiative ITIE, Publiez ce que vous payez), sur la diffusion de bonnes pratiques.

Dans cette perspective, l'exploitation est perçue comme une nécessité à réguler et les conséquences négatives comme des effets collatéraux à juguler. L'accent est mis sur les États, les institutions multilatérales, les multinationales et le système d'exploitation globalisé, rendant ainsi invisibles non seulement des acteurs (sociétés locales, orpailleurs, autorités décentralisées, syndicats) mais aussi des problématiques cruciales (légitimité de ces processus extractifs, capacités d'adaptation et de créativité des acteurs locaux, enjeux politiques nationaux, « prix » social et environnemental de tels processus, contrôle de l'exploitation presque exclusivement fait par des entreprises étrangères, violations de certains droits fondamentaux, capacité du contrôle citoyen).

L'équipe a donc choisi de prendre le contre-pied de ces approches et s'est fixé comme objectifs scientifiques d'étudier et d'analyser les processus d'extraction à l'œuvre en adoptant un point de vue sociétal, empirique et comparatif, ainsi qu'en variant et articulant les échelles d'analyse (aux niveaux local, national et global). En ouvrant la boîte noire de « la rhétorique

du boom minier », elle entend renouveler les problématiques, éclairer l'articulation complexe du global et du local, documenter les modalités de réalisation dans un espace situé de stratégies globalisées en encourageant une analyse plus microsociologique attentive non pas aux « opportunités de développement » mais aux « modalités d'adaptation, de réaction et de résistance » des sociétés.

Contacts :

Sylvie Capitant, Sociologue, MCF
Université Paris 1 IEDES-UMR 201,
scapitant@univ-paris1.fr

Quentin Mégret
Université Paris 1 IEDES-UMR 201
quentin.megret@yahoo.fr